

REVUE DE PRESSE

service communication



Paris-Normandie

AGENDA

Publié le 7/02/25

DEMAIN

Le Petit-Quevilly

Les petits jeux

Les petits jeux de 10 h 30 à 12 h à la médiathèque François-Truffaut. À partir de 5 ans. Gratuit sur inscription : bibliotheque.petit-quevilly.fr

Atelier : composer sa chanson

Créer sa propre musique en quelques minutes, c'est possible. Venez en famille pour composer votre chanson ou musique à l'aide d'une pédale-boucle et de quelques instruments faciles d'utilisation. Enfants et adultes vont pouvoir composer leur propre musique en 15 mn avec l'appui d'un musicien. De 14 h à 16 h à la médiathèque. Tout public, entrée libre.

Paris-Normandie

Football – National : après FCR – QRM, Beres Owusu a su faire preuve de résilience

Beres Owusu, le benjamin de l'arrière-garde de Quevilly-Rouen Métropole, est prêté depuis le mois de septembre par l'AS Saint-Étienne. En Normandie, il poursuit son apprentissage du haut niveau.



Beres Owusu continue son apprentissage au sein de la défense quevillaise - Photo Boris Maslard

Par la rédaction

Publié: 6 Février 2025 à 17h45

C'est la première fois qu'il prend la parole depuis son épisode malencontreux. Le 6 décembre 2024, date d'un derby sulfureux au stade Robert-Diochon entre le FC Rouen et le Quevilly-Rouen Métropole, le natif de Paris offre un but gag à l'adversaire (1-0, 67e), un csc que beaucoup d'attaquants n'auraient pas mis (défaite 2-0 de son équipe).

« Sur le coup, j'étais abasourdi, se souvient le joueur formé à l'AAS Sarcelles. L'expérience est spéciale, surtout avec le public qui est contre toi. J'avais le sentiment d'avoir tué mon équipe alors qu'on avait à cœur de bien faire. » Heureusement, la semaine suivante face à Concarneau (victoire 2-1), Owusu a montré qu'il était passé à autre chose, se félicite son coach David Carré. *« Mentalement, c'est un garçon qui a prouvé qu'il pouvait se relever après un coup du sort. C'est déjà une marque de fiabilité. »* Si aujourd'hui le jeune défenseur quevillais en rigole, ce soir de décembre a été une épreuve difficile à traverser. *« Franchement, j'étais mal, mais il faut savoir relativiser et se relever. Après le match, j'ai reçu des messages de soutien, mais aussi des messages de supporters du FC Rouen qui sont venus me narguer. J'ai trouvé ça plutôt drôle. »*

« J'aimerais être meilleur dans ma communication »

« On a le sentiment que l'adversaire marque souvent sur sa première ou deuxième occasion, et qu'il ne s'en procure pas ensuite », déplore le tacticien normand. En quête d'une meilleure efficacité défensive, David Carré paye peut-être parfois les frais de la jeunesse d'Owusu. Sur le seul but encaissé face à Boulogne-sur-Mer (0-1, 19e j.) il aurait sûrement pu faire mieux au marquage de Corentin Fatou, le buteur. *« Sur l'action qui amène le but, c'est un problème de communication, avoue-t-il. À la vidéo, on a vu qu'on aurait dû rester collés à nos joueurs. Quand j'ai vu que mon coéquipier n'était pas là où je pensais, c'était trop tard. J'aimerais*

être meilleur dans ma communication, me faire plus entendre. Je m'épanouis ici, j'apprends de mes erreurs. Je travaille beaucoup ma relance aussi. »

Dès son arrivée lors du mercato d'été, David Carré louait les qualités du Franco-Ghanéen, « *solide dans les duels aériens et au sol, avec une grosse marge de progression dans certains domaines* ». Et l'ancien entraîneur de la réserve de l'AJ Auxerre le répète : « *C'est un garçon qui a confirmé ses aptitudes à gagner les duels, c'est sa grande caractéristique, mais c'est un jeune joueur qui doit encore faire mieux à la relance, il a une grosse marge de progression dans ce domaine.* »

« On est déterminés à être efficace dans nos deux surfaces »

Dans ce système à trois défenseurs mis en place depuis le 23 octobre à Aubagne (1-1), Beres Owusu se sent bien. « *Franchement, je m'épanouis dans ce système, se réjouit le Francilien. Quand tu montes suite à un décrochage, tu sais qu'il y aura toujours tes deux partenaires derrière toi, ça rassure.* »

Malgré des bons contenus, les joueurs de David Carré n'ont plus gagné depuis le 15 janvier dernier. Et les Léopards veulent mieux faire. « *Le FBBP 01 est une équipe qui sait jouer, partage l'entraîneur. Ils ont de bons pistons qui amènent le danger par des centres de qualité.* » Des velléités qu'Owusu devra contenir. « *On y va pour relancer la machine, ambitionne le central droit. C'est un adversaire qui nous causera des problèmes, mais on est déterminés à être efficace dans nos deux surfaces.* »

Le joueur prêté par l'ASSE tient à poursuivre sa bonne saison, d'autant que son contrat avec Les Verts se termine cet été. Dans l'Ain, face à une équipe qui reste sur cinq matches sans défaite (4 nuls, 1 victoire), il retrouvera le stade Marcel-Verchère, enceinte où il enfila pour la première fois la tunique verte avec l'équipe professionnelle lors d'un 7e tour de Coupe de France...

FC Bourg-Péronnas – Quevilly-Rouen Métropole, vendredi 7 février 2025 à 19 h 30

Arbitre : M. Jamet.

Absences : Jarju (blessé), Bonnevie (reprise), Vandenbossche, Chibani, Capron-Litique, Pionnier (choix).

Entrée : Y. Fortune (retour de blessure).

QRM : Patron – Owusu, Soilihi (cap.), Dede-Lhomme – K. Sylva, Leborgne, Njiké, N. Diallo – Dali-Amar – Y. Fortune, Tshipamba.

Remplaçants (à choisir parmi) : Bedfian (g), N. Cissé, Pionnier, Bouekou, Pirringuel, Adekalom.

Entraîneur : David Carré.

« Le synthétique, c'est traumatisant »

Au mois de janvier, QRM ne s'est entraîné que cinq fois sur un terrain en herbe, la faute à des conditions climatiques difficiles. Le reste du temps, il a foulé la pelouse synthétique du stade Lozai.

« Nous avons quelques pépins physiques dus à l'utilisation du terrain synthétique, beaucoup de traumatismes, regrette l'entraîneur David Carré. On en soigne tous les jours. Même si les joueurs ne sont pas incertains au niveau de la participation, ils sont diminués. Quand vous voulez progresser, il faut beaucoup travailler et dans de bonnes conditions. Quand on n'est pas à la Ferme, on a la possibilité deux fois dans la semaine d'avoir un terrain en herbe au Grand-Quevilly (au Chêne-à-Leu), mais là, ça n'était pas possible non plus. Ce n'est pas vraiment idéal pour la performance mais il faut qu'on s'adapte. Il faut qu'on soit forts sur le plan médical, les kinés, Laurent le masseur... car le synthétique, c'est traumatisant. »

Paris-Normandie

Lubrizol, les syndicats réagissent après l'annonce des suppressions de postes à Rouen et près du Havre

Alors que le groupe Lubrizol France a communiqué, jeudi 6 février 2025, sur la suppression à venir de 169 postes, les organisations syndicales représentées à Rouen et à Oudalle montent au créneau.



Lubrizol France a annoncé, jeudi 6 février 2025, la suppression de 169 postes à Rouen (essentiellement) et à Oudalle près du Havre - photo Paris Normandie / ANTHONY QUINDROIT

Par Anthony Quindroit

Publié: 6 Février 2025 à 19h25

À la sortie du site rouennais de Lubrizol, jeudi 6 février 2025, les salariés et prestataires pressent le pas en cette fin de journée. « *Pas de commentaire* », répètent plusieurs d'entre eux. « *Oui, il y a bien eu une communication mais on nous a demandé de ne pas en parler* », souffle un autre, à peine plus prolix, recroisé un peu plus loin.

La « *communication* », c'est l'annonce « *de la prochaine ouverture d'une procédure d'information-consultation concernant un projet de réorganisation d'une partie des activités de Rouen et du Havre* », indique un communiqué diffusé un peu plus tôt dans la journée.

« On est surpris de la violence du plan annoncé »

En clair, une coupe claire dans les effectifs qui concerne 169 postes (sur 665) répartis sur les usines implantées à Rouen et à Oudalle, près du Havre, selon la direction ; du côté syndical, les chiffres diffèrent puisque l'on évoque 147 suppressions à Rouen sur 374 postes (et trois créations) et, à Oudalle, 28 suppressions et 6 créations sur les 299 postes actuels.

En cause, [selon Lubrizol France](#), « *la baisse que connaît le marché des additifs en Europe depuis dix et sa surcapacité de production.* » Moins de voitures produites en Europe, donc moins de besoins... « *L'industrie chimique européenne a ainsi annoncé réduire sa capacité de production de plus de 11 millions de tonnes en Europe sur 2023-2024* », continue Lubrizol qui va également délocaliser 10 % de sa production rouennaise : 3 % vers le site havrais et 7 % ailleurs en Europe.

Des arguments qui ne surprennent pas Cédric Barreau. Délégué syndical central CFDT, il a eu la confirmation de ce que le syndicat pressentait depuis un moment : « *On sentait, notamment depuis le changement de directeur aux États-Unis il y a deux ans, que l'Europe*

était vue comme une zone sans croissance... Mais on est surpris de la violence du plan annoncé. » Il s'attendait plutôt à une augmentation des départs non remplacés et à des suppressions moindres, « pas à quelque chose de si massif ! »

Des craintes pour l'avenir du site de Rouen

« Depuis quelques mois, on a bien vu que les regards sont tournés [vers l'Inde](#). Un site a été créé là-bas, on nous promettait que ce n'était qu'administratif, pour aider la croissance sur place... Et on voit aussi que le scénario se répète en ce moment avec le Brésil ! », continue le syndicaliste.

Sur le papier, [ce sont les unités de production](#) de produits intermédiaires qui sont touchées. L'unité de mélange finale n'est pas, en l'état, ciblée. *« Elle est unique au monde, donc, pour le moment ça va, reprend Cédric Barreau. Mais on a vu des mouvements autour : des mesures ont été prises, des photos ont été faites... On n'est pas dupes : on sait qu'à un moment ça va être dupliqué ailleurs ! »*

Avec des craintes pour la pérennité de l'usine rouennaise ? Pour le moment, le syndicat ne se projette pas : *« Mais on sait que le plan annoncé, en l'état, va poser des problèmes concernant le respect de l'arrêté préfectoral en vigueur depuis l'incendie de 2019. »* Il rehaussait le niveau d'exigence en termes d'effectifs sécurité présents sur zone pour assurer la production ; moins de personnel, c'est aussi moins de personnes dûment formées. *« On ne sait pas encore ce que cela va donner, les discussions n'ont pas encore commencé. »*

Quant aux marges de négociations, elles paraissent faibles. *« Cela demande encore une concertation, mais on va demander des reclassements et de la réintégration de certains postes actuellement en sous-traitance. »* Notamment du côté de la nouvelle unité d'enfûtage, reconstruite après que l'ancienne a été détruite [dans l'incendie de septembre 2019](#) ; à l'époque, déjà, le poids de la sous-traitance dans l'usine était jugé trop important [pour garantir une sécurité optimum...](#)

Du côté de la CGT, le délégué syndical central Thierry Bazire, sur le site d'Oudalle, promet en tout cas de ne rien céder : *« On va se focaliser sur le sauvetage d'un maximum de personnes. On va se battre contre ses suppressions à Rouen et au Havre où, même si le site est moins touché, ça met un gros coup aux salariés ! »*

Enfin, la CFE-CGC, majoritaire à Rouen, entend mener l'action au long cours sur trois points : *« Faire en sorte de limiter au maximum la casse sociale, obtenir les meilleures conditions financières possibles pour ceux qui partiront car ça reste une entreprise qui fait des bénéfices, et porter une attention particulière à la sécurité du site car, ce qui est proposé, ne convient pas, énumère Francis Malandain, délégué syndical central. Il est hors de question de mettre en danger les salariés et les riverains ! »*

Une première réunion concernant le plan de sauvegarde de l'emploi doit avoir lieu le vendredi 14 février 2025 entre la direction et les organisations syndicales. Ces dernières ont demandé un report en raison des vacances scolaires : *« Beaucoup ont posé des congés depuis longtemps, ce serait des négociations déloyales si le report n'était pas accepté. »*

Les élus socialistes de la métropole de Rouen saisissent le gouvernement

À peine la direction de Lubrizol annonce-t-elle la suppression de 169 postes dans ses usines de Rouen et du Havre, les élus socialistes réagissent. C'est le cas de Nicolas Mayer-Rossignol, le maire de Rouen et président de la Métropole Rouen Normandie. Dans un communiqué cosigné avec la députée Florence Herouin-Léautey, le sénateur Didier Marie et Charlotte Gougeon, maire de Petit-Quevilly, ils annoncent : « *Nous nous tenons aux côtés des salariés et leurs familles.* »

« La plus grande vigilance »

Dans le plan Lubrizol, l'usine de Rouen serait la plus touchée avec 145 suppressions de postes sur un effectif de 367 personnes. « *Les annonces de Lubrizol France aujourd'hui appellent de notre part la plus grande vigilance sur deux points : d'une part, il est essentiel à nos yeux que les conditions d'accompagnement et de reclassement des salariés soient les meilleures possible, à la hauteur de ce qui a été leur engagement, particulièrement dans la gestion de l'incendie de 2019 et de ses suites. Ensuite, si nous notons que l'essentiel de l'activité industrielle actuelle demeurera sur le site de Rouen, nous dénonçons le manque d'anticipation sur la nécessaire transition écologique de cette industrie, et la délocalisation d'une partie de la production dans des pays moins exigeants en termes de normes environnementales* », indiquent les élus socialistes, qui ont décidé de saisir le gouvernement.

«Inacceptable»

De leur côté, les parlementaires communistes de la Seine-Maritime, Edouard Bénard, Céline Brulin et Jean-Paul Lecoq, dénoncent la stratégie de Lubrizol. «*Une fois encore, des emplois seraient sacrifiés, avec des conséquences lourdes pour les salariés et leurs familles, pour remédier à des fluctuations des marchés et palier les erreurs stratégiques d'une direction visiblement plus préoccupée ces dernières années à distribuer des dividendes à ses actionnaires qu'à préparer la transition énergétique.*» «*Cette décision est d'autant plus inacceptable qu'elle intervient après la gestion calamiteuse par l'État du PSE à Port-Jérôme-sur-Seine et l'arrêt des activités chimiques d'ExxonMobil en France. Nous craignons pour l'ensemble de la filière chimie, très présente dans notre département*», ajoutent les élus PCF.

Plan social chez Lubrizol : vers des licenciements massifs à Rouen et au Havre ?

L'entreprise Lubrizol a annoncé vouloir engager une réorganisation de ses sites de Rouen et du Havre (Seine-Maritime), qui pourrait aboutir à la suppression de 169 postes.



Lubrizol France a annoncé envisager un plan de réorganisation qui pourrait aboutir à la suppression de nombreux emplois à Rouen et au Havre (Seine-Maritime). (©FM/76actu)
Par [Fabien Massin](#) Publié le 6 févr. 2025 à 17h39

Le ciel s'assombrit sur l'économie de la Seine-Maritime, département normand qui a déjà connu [le plus grand nombre d'entreprises défilantes](#) (en redressement ou en liquidation) en 2024.

Jeudi 6 février, l'entreprise [Lubrizol](#) a annoncé dans un communiqué « envisager un projet de réorganisation de ses sites de Rouen et du Havre », **qui pourrait aboutir à la suppression de 169 postes**, sur les 665 que comptent ces deux sites.

Évolution du parc automobile

« Ce projet vise à faire face à la baisse de la demande que connaît le marché des additifs en Europe depuis 10 ans et à sa **surcapacité de production qui va se maintenir durablement**, précise le communiqué. [...] Cette évolution est due au développement du parc automobile électrique européen mais également à la **réduction du recours à l'automobile**, du fait de la croissance de la mobilité douce, du développement des réseaux de transport public et du télétravail. »

Le ralentissement des activités industrielles en Europe a également un impact négatif sur la demande en additifs produits par Lubrizol ainsi que la fermeture du marché russe qui l'a impacté très significativement, en 2022.

Lubrizol France

En conséquence, Lubrizol France va ouvrir dans les prochains jours une procédure d'information-consultation concernant ce projet de réorganisation sur les deux sites

seinomarins, estimant que l'entreprise « **n'a d'autre choix que d'envisager de réorganiser leur production, pour préserver sa compétitivité** ».

« Nous dénonçons le manque d'anticipation »

Sur le plan politique, on n'a pas tardé à réagir, notamment par la voix du président de la Métropole Rouen Normandie [Nicolas Mayer-Rossignol](#), qui a posté un message sur X (anciennement Twitter) : « Nous pensons aux salariés, aux familles laissées sur le carreau. **Ce n'est pas à eux de payer les erreurs stratégiques de l'entreprise.** »

Vidéos : en ce moment sur Actu

L' élu a également **envoyé un courrier à la ministre du Travail**, co-signé avec la députée Florence Herouin-Léautey, le sénateur Didier Marie et la maire du Petit-Quevilly Charlotte Goujon : « Il est essentiel à nos yeux que les conditions d'accompagnement et de reclassement des salariés soient les meilleures possible, **à la hauteur de ce qui a été leur engagement**, particulièrement dans la gestion de [l'incendie de 2019](#) et de ses suites. »

Ensuite, si nous notons que l'essentiel de l'activité industrielle actuelle demeurera sur le site de Rouen, nous dénonçons le manque d'anticipation sur la nécessaire transition écologique de cette industrie, et la délocalisation d'une partie de la production dans des pays moins exigeants en termes de normes environnementales.

Nicolas Mayer-Rossignol, Florence Herouin-Léautey, Didier Marie et Charlotte Goujon

France 3 Normandie

Licenciements chez Lubrizol : près de la moitié des postes pourraient être supprimés à Rouen



[L'usine Lubrizol à Rouen photographiée en 2013 • © Charly Triballeau / AFP](#)

Écrit par [Amandine Pointel](#)

Publié le 06/02/2025 à 16h47 Mis à jour le 06/02/2025 à 17h23

Lubrizol France annonce la suppression de près de la moitié des salariés sur son site de Rouen (Seine-Maritime), dans le cadre d'une réorganisation de ses activités. Si l'entreprise justifie cette décision par des difficultés économiques, les élus de la Métropole Rouen Normandie expriment leur soutien aux salariés.

L'essentiel du jour : notre sélection exclusive

Chaque jour, notre rédaction vous réserve le meilleur de l'info régionale. Une sélection rien que pour vous, pour rester en lien avec vos régions.

vous adresse e-mail

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'essentiel du jour : notre sélection exclusive". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

C'est un choc pour les salariés. Lors d'un comité social d'entreprise (CSE) extraordinaire, Lubrizol France a annoncé une réorganisation qui affecte profondément son site de production à Rouen, mais aussi d'autres implantations en France et dans la région, comme celle au Havre.

145 postes supprimés à Rouen

Selon la Métropole, l'entreprise prévoirait la suppression de 169 postes dans le pays, dont 145 sur son site de production Rouen/Petit-Quevilly, sur un effectif de 367 salariés.

Cette décision s'inscrit dans **un contexte économique difficile**, marqué par la baisse des ventes de véhicules thermiques, les conséquences de la crise sanitaire du Covid-19, ainsi que les pertes de marchés en Russie et la concurrence accrue des industries chinoises.

La délocalisation d'une partie de la production, notamment 10 % de l'activité du site de Rouen, ajoute à l'inquiétude. 3 % de la production sera transférée vers le Havre, et 7 % vers un site hors d'Europe.



L'incendie de l'usine Lubrizol de Rouen s'est produit dans la nuit du 25 au 26 septembre 2019. • © Lou BENOIST / AFP

Un "projet de réorganisation" selon Lubrizol

De son côté, Lubrizol France énonce un "*projet de réorganisation concernant ses sites de Rouen et du Havre*", qui vise à "*répondre à la baisse de la demande d'additifs en Europe et à la surcapacité de production du marché. Il devrait également permettre à l'entreprise de conserver sa compétitivité dans un secteur en pleine mutation*", explique l'entreprise dans un communiqué.

Si la répartition officielle des 169 postes supprimés sur Rouen et Le Havre n'est pas encore connue, Lubrizol indique que le projet de réorganisation pourrait cependant "*conduire à la création de 9 postes, ce qui entraînerait le maintien de plus de 500 emplois sur les 665 que comptent les deux sites, soit un peu plus de 75% des effectifs.*"

Les élus locaux se mobilisent pour soutenir les salariés

Face à l'ampleur de l'annonce, les élus de la Métropole Rouen Normandie ont exprimé leur **solidarité envers les salariés** touchés par cette réorganisation. Nicolas Mayer-Rossignol, maire de Rouen et président de la Métropole, a réagi vivement, soulignant que "*perdre son emploi est un choc et une incertitude pour l'avenir*".

Il a insisté sur la reconnaissance de l'engagement des salariés, notamment dans [la gestion de l'incendie de 2019](#), un événement marquant dans l'histoire du site.

Les élus demandent également un soutien renforcé de l'État pour garantir des mesures de reclassement et d'accompagnement des salariés. "*Il est essentiel à nos yeux que les conditions d'accompagnement et de reclassement des salariés soient les meilleures possible*", souligne Nicolas Mayer-Rossignol.

L'appel aux pouvoirs publics

Les élus de la Métropole Rouen Normandie ont d'ores et déjà saisi la ministre de l'Emploi, appelant à un suivi attentif des démarches de reclassement des salariés et à une réponse gouvernementale adéquate face à la délocalisation.

"Notre territoire a subi les nuisances liées à cette implantation industrielle. On ne peut pas accepter aujourd'hui une délocalisation qui viendrait combler une absence de préparation à la transition en laissant des centaines de familles sur le carreau", poursuit Nicolas Mayer-Rossignol.

Si les raisons économiques avancées par Lubrizol sont compréhensibles dans le contexte actuel, la Métropole estime qu'une réflexion plus large sur l'avenir de l'industrie et de l'emploi dans la région doit être engagée.

Lubrizol face à un marché mondial en mutation

Lubrizol France, qui a investi 177 millions d'euros depuis 2020 pour maintenir ses sites aux meilleurs standards, doit faire face à des surcapacités de production atteignant 65% sur certaines lignes. Avec une baisse de plus de 30% de ses volumes annuels de vente en Europe au cours des dix dernières années, le groupe se voit contraint d'adapter son organisation pour préserver sa compétitivité, face à un marché mondial en pleine évolution, où les marchés asiatiques et africains connaissent une forte demande.

Lubrizol annonce que des mesures d'accompagnement pour les salariés concernés, y compris un Plan de Sauvegarde de l'Emploi, seront mises en place. Ces mesures incluent des possibilités de reclassement interne et externe, des aides à la formation, ainsi qu'un accompagnement personnalisé.

"Les aides qui pourraient leur être proposées comprendraient notamment des mesures pour favoriser le reclassement interne et externe, un congé de reclassement, des aides à la formation, à la mobilité, à la création d'entreprise, et un accompagnement personnel par un cabinet spécialisé en ressources humaines, pour faciliter leur retour rapide à l'emploi."

La procédure d'information-consultation des représentants du personnel débutera le 14 février 2025, marquant le début des discussions autour des mesures sociales et de l'avenir des sites industriels de Rouen et du Havre.

Météo. Gare à la neige au Havre et en Seine-Maritime ce vendredi !

La Seine-Maritime est en vigilance jaune pour la journée de vendredi 7 février 2025, en raison d'un risque de neige et de verglas. Voici les prévisions.



Quelques flocons de neige pourraient bien tomber en Seine-Maritime ce vendredi 7 février 2025. (©JB/76actu/Illustration)

Par [Julien Bouteiller](#) Publié le 6 févr. 2025 à 14h09

Il faudra peut-être être vigilant sur les routes. [Météo France](#) prévoit en effet **un petit épisode de neige en Seine-Maritime** ce vendredi 7 février 2025. Le département est pour l'heure **en vigilance jaune**.

De la neige en Seine-Maritime ?

« Vendredi, une goutte froide (poche d'air froid en altitude) se creuse sur le nord-ouest du pays », indique Météo France. « Elle engendre de faibles précipitations du sud-ouest au nord, parfois sous forme **de pluie et neige mêlées** des Pays-de-la-Loire à la Normandie. »

Aux heures les plus froides, de la neige seule peut localement se produire avec une tenue au sol très incertaine.

Météo France

Il faudra donc guetter si les flocons tiennent mais aussi l'évolution des températures qui pourrait **rendre les routes glissantes**.

D'après les prévisions de Météo France, les premiers flocons **arriveront par Le Havre** dans la matinée, et devraient tomber sur une diagonale allant jusqu'à Blangy-sur-Bresle.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Dans l'après-midi, ce sera l'intérieur des terres qui devraient être concerné. Rouen serait a priori épargnée par la neige, mais pas par la pluie.

TROPHÉES

L'Opéra de Rouen désigné opéra de l'année 2024

Opéra de l'année 2024, c'est la distinction que vient de recevoir l'Opéra Orchestre Normandie Rouen, le 4 février 2025, pour la 6e édition des Trophées de Radio Classique. Déjà nommée en 2023, la maison normande confirme son statut d'opéra de premier plan. Elle qui accueille chaque année plus de 180 000 Normands et fait voyager ses productions dans toute la France et au-delà.

L'ÉNERGIE DE L'OPÉRA ET CELLE DES PARTENAIRES PUBLICS

Ce trophée « *consacre notamment le travail accompli main dans la main depuis 2020 par Ben Glassberg [chef d'orchestre, Ndlr] et l'orchestre de l'Opéra Rouen Normandie, qui ont su proposer des interprétations d'une intelligence et d'une sensibilité musicales souveraines* », communique l'établissement culturel normand.



L'Opéra orchestre Normandie Rouen a été désigné, le 4 février 2025, Opéra de l'année 2024 par Radio Classique Photo d'archives BORIS MASLARD

Pour son directeur, Loïc Lachenal : « *Cette récompense est le fruit d'une alliance généreuse entre deux énergies* », celle des équipes de l'Opéra et « *celle de nos partenaires publics qui, dans une époque où le courage fait souvent défaut à la culture, ont su s'aligner autour d'une ambition nouvelle pour notre maison* ».

On se souvient d'ailleurs que cela n'avait pas été simple entre la Métropole de Rouen et la Région Normandie quand, en 2023, l'Opéra avait été contraint d'annuler des spectacles et de fermer pendant six semaines, à cause d'une trésorerie exsangue. Les collectivités se renvoyaient alors la balle...

Le Monde

Les collectivités locales, en difficulté financière, passent leurs dépenses « à la moulinette »

Régions, départements et communes voient leurs recettes baisser alors que l'Etat leur demande de réaliser 2,2 milliards d'euros d'économies dans le cadre du budget 2025. Pour faire face à cette double contrainte, la plupart réduisent, parfois drastiquement, subventions et investissements.

Par [Benoît Floc'h](#)

Publié aujourd'hui à 05h26, modifié à 07h13



Le président (Parti socialiste) du département de la Gironde, Jean-Luc Gleyze, à Bordeaux, le 2 décembre 2023. CHRISTOPHE ARCHAMBAULT/AFP

Les maires sont en général réputés gérer leur commune avec circonspection. Jean-Charles Prono est de ceux-là. A la tête de Loire-Authion, une ville du Maine-et-Loire de quelque 17 000 habitants, à l'est d'Angers, l'élus (divers gauche) ne se fait guère d'illusion sur les conséquences des vicissitudes nationales : « *On va être passés à la moulinette* », dit-il dans un soupir. Le budget de l'Etat, adopté jeudi 6 février, prévoit que les collectivités locales assumeront un effort de 2,2 milliards d'euros – ou plutôt de 6 milliards, selon l'Association des maires de France.

Prudent, le maire de Loire-Authion a prévu 2 millions d'euros d'économies cette année sur un budget de 20 millions. « *On cherche à s'alléger de bâtiments publics qui ne servent à rien* », confie-t-il par ailleurs, précisant que, sur 160, il y en a « *une cinquantaine dont [la ville] peut se séparer tranquillement et dix-quinze assez rapidement* ». De quoi mettre un peu de gras dans l'ordinaire de la commune, tout en dégageant « *des marges de manœuvre pour investir* », explique le maire. La vente d'un bâtiment dans une zone d'activité a rapporté 1 million d'euros en 2024. Une école délaissée devrait être vendue « *entre 500 000 et 700 000 euros* » en 2025.

Les communes ne devraient cependant pas supporter l'essentiel de l'effort, si l'on en croit les départements et les régions, qui affirment devoir assumer, respectivement, 40 % et 38 % des 2,2 milliards d'euros. Quoi qu'il en soit, chacun taille partout où c'est possible. Les coupes de la présidente du conseil régional des Pays de la Loire, Christelle Morançais (Horizons), ont fait grand bruit, notamment du fait de la chute des subventions dans la culture. Son entourage fait pourtant remarquer que ce secteur ne représente que 10 % des

économies (82 millions d'euros au total en 2025, jusqu'à 100 millions d'euros en 2027). Surtout, les collectivités de gauche éprouvent les mêmes affres. Le conseil départemental de Loire-Atlantique, présidé par le socialiste Michel Ménard, prévoit 90 millions d'euros d'effort en 2025, dont 11 millions d'euros dans la culture (essentiellement sur l'investissement dans ce domaine).

« Travail de dentelle »

« *Notre stratégie, c'est de conduire un travail de dentelle* », explique le président du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, le socialiste Alain Rousset. Lui doit trouver 200 millions d'euros. « *Chaque ligne du budget, chaque chantier, tout est mis sur le gril* », explique-t-il. Dix-huit trains neufs ont été livrés à la région en avril. Vingt de plus étaient prévus. « *Finalement, on n'en prendra que dix* », précise M. Rousset.

En Bretagne, les investissements seront étalés dans le temps. En Normandie, le budget 2025 baisse de 10 %, soit 240 millions d'euros de moins. « *Je ferai le strict minimum sur la modernisation du réseau ferré* », explique le président centriste, Hervé Morin. L'Île-de-France prévoit 760 millions d'euros d'économies qui affecteront les politiques de logement, de formation professionnelle ou de la culture. Certains secteurs, comme les lycées ou les aides aux familles, sont sanctuarisés.

Pour les départements, l'opération est douloureuse. Car ils traversent une passe délicate : les dépenses sociales (revenu de solidarité active, handicap, enfance, vieillesse) explosent ; les recettes fiscales chutent. En 2022, la Gironde touchait 550 millions d'euros de droits de mutation à titre onéreux (une partie des « frais de notaire »). Deux ans plus tard, la recette est tombée à 345 millions d'euros. Or, le département accueille 20 000 habitants supplémentaires par an. « *Cela représente notamment 1 000 à 1 500 collégiens en plus* », affirme le socialiste Jean-Luc Gleyze, président du conseil départemental, chargé de construire et d'entretenir les collèges.

M. Gleyze, qui doit économiser 200 millions d'euros, va réduire les investissements. Sur les quatorze collèges lancés en 2017, deux ne seront pas construits. Les routes ne seront plus refaites que tous les vingt-trois ans, contre quinze ans jusqu'alors. Les maires se passeront des aides du département. Les subventions au monde associatif seront revues. Pour les dépenses du quotidien, M. Gleyze a été confronté à un dilemme : fallait-il supprimer les bourses versées aux familles défavorisées ou augmenter le prix du repas au collège ? Ce sera la cantine : les parents acquitteront 3,50 euros par jour, plutôt que 3 euros.

Se recentrer

Comme M. Gleyze, le président (Les Républicains, LR) de la Haute-Marne repousse les « *solutions inhumaines* », celles qui toucheraient à la solidarité. « *Moins de portages de repas à domicile pour les personnes âgées, c'est un pays qui recule* », note Nicolas Lacroix. Il continuera à reprendre les déficits des Ehpad publics du département et à financer la protection de l'enfance. Mais plus question de construire des gendarmeries dont l'Etat ne paye pas le loyer.

M. Lacroix prévient : dorénavant, le département se bornera à faire uniquement ce que la loi demande. Si les communes peuvent agir dans tous les domaines, départements et régions ont chacun des missions précises et limitées. Souvent, les élus ne peuvent s'empêcher de faire plus. Mais, acculés par les difficultés financières, beaucoup y renonceront.

Valérie Péresse, présidente LR de la région Ile-de-France, gèlera, en 2025, le financement des projets lancés avec l'Etat. Economie : 100 millions d'euros. Se recentrer, « *c'est ce qu'il faut faire* », considère le député de l'Oise Eric Woerth (Renaissance), auteur d'un rapport sur la décentralisation. « *Quand on se disperse et qu'il y a moins d'argent disponible, on rend un service public de moindre qualité* », argue-t-il.

M. Gleyze rappelle qu'il est tenu de prendre en charge les femmes isolées enceintes de plus de six mois ou avec un enfant de moins de 3 ans. « *Or, nous nous occupons aussi de ceux qui ont dépassé cet âge* », note-t-il. C'est fini. « *Je l'ai dit au préfet : à partir du 1^{er} avril, ce sera à l'Etat de s'en charger.* » Cela n'empêche pas M. Gleyze de se désoler du « *rapport de force* » qui s'installe entre les collectivités et l'Etat. Surtout, il met en garde : s'ils se recentrent sur le minimum légal, « *qui prendra la place des départements ? Il va pourtant bien falloir que quelqu'un prenne le relais si l'on ne veut pas détricoter le filet de la cohésion sociale...* ».

Le Monde

Budget 2025 : travail, aide au développement, compétitivité, les grands perdants de la diminution des dépenses de l'Etat

Le budget adopté définitivement jeudi par le Sénat prévoit de diminuer de 2,6 % les crédits des différents ministères, « la plus forte baisse des dépenses de l'Etat en vingt-cinq ans », se félicite-t-on à Bercy.

Par [Denis Cosnard](#) et [Manon Romain](#) - Publié hier à 20h11, modifié à 09h19

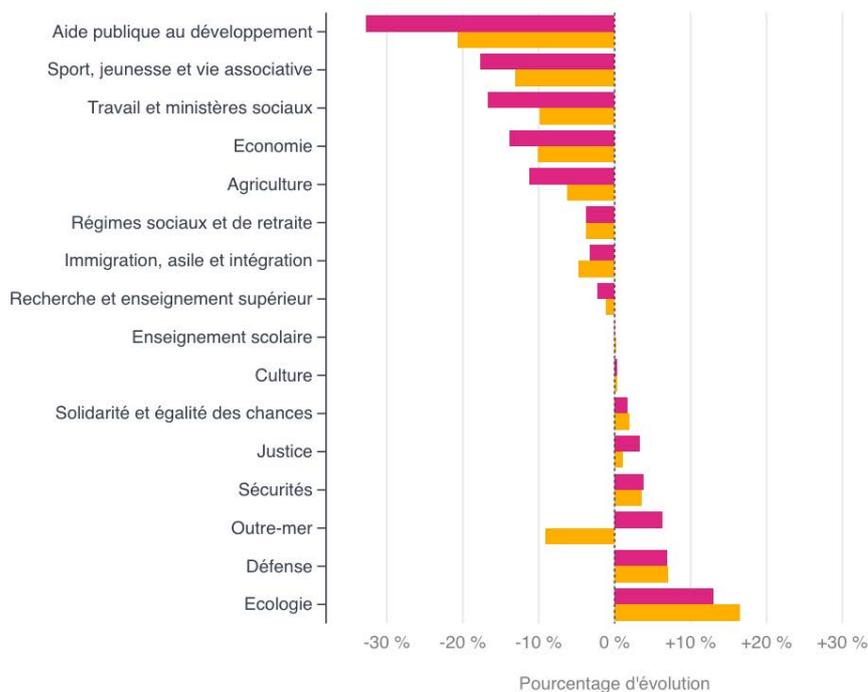
Le voici enfin dans sa version presque définitive, ce fameux budget. Adopté sans vote, mercredi 5 février, par l'Assemblée nationale, puis voté jeudi par le Sénat à 219 voix contre 107, le projet de loi de finances pour 2025 doit encore être examiné par le Conseil constitutionnel avant d'être promulgué, pour entrer en application sans doute au 1^{er} mars. Dans son état actuel, ce texte à la gestation si douloureuse se révèle assez différent de la copie initiale. Il met davantage l'Etat à la diète, sacrifie bien plus que prévu le ministère du travail et l'aide publique au développement, mais se montre plus généreux avec les outre-mer. C'est ce que montre le détail des crédits et de leur évolution rendu public, jeudi 6 février, par Bercy.

L'aide au développement perd un tiers de sa dotation



Evolution des dépenses de l'Etat par mission par rapport au budget 2024.

● Le budget définitif ● Ce que prévoyait le budget Barnier



Source : Ministère des comptes publics

L'Etat au régime

Globalement, le budget conçu par le premier ministre, François Bayrou est moins rigoureux, que celui de son prédécesseur. De 6 % du produit intérieur brut (PIB) en 2024, il prévoit de ramener le déficit public à seulement 5,4 %, au lieu des 5 % visés par Michel Barnier.

L'effort pour y aboutir, lui, est réparti très différemment. Le gouvernement précédent comptait mettre la Sécurité sociale et les collectivités locales à contribution de façon assez forte. Ce n'est plus le cas. Cette fois, la réduction du déficit repose avant tout sur une hausse des prélèvements obligatoires, et sur une réduction bien plus marquée des dépenses de l'Etat.

Dans le budget Barnier, les crédits budgétaires alloués aux différents ministères devaient diminuer de 3,4 milliards d'euros par rapport à 2024. Dans la version sortie jeudi du Parlement, la baisse atteint 8,8 milliards d'euros. L'ensemble des crédits des ministères devrait ainsi fléchir de 2,6 %, pour revenir à 327 milliards d'euros. Un mouvement jugé « historique » par le gouvernement. « *Calculée hors inflation, c'est la plus forte baisse des dépenses de l'Etat en vingt-cinq ans, se félicite-t-on à Bercy. Il s'agit d'une première marche exemplaire, qui démontre notre volonté de redresser les finances publiques.* » Les marches suivantes doivent ramener le déficit public autour de 4,8 % du PIB en 2026, puis 3 % maximum en 2029.

L'opposition a une tout autre lecture de cet effort. Ce budget est « *encore plus austéritaire, plus récessif et nocif pour le pays que ce que projetait Michel Barnier* », martèle Eric Coquerel, le député (La France insoumise) qui préside la commission des finances à l'Assemblée. « *Est-ce là un budget d'austérité ? Non !* », a nuancé son collègue, le député centriste de la Marne, Charles de Courson, mercredi, à la tribune. Si les dépenses de l'Etat diminuent, celles des communes, départements, régions, et de la Sécurité sociale doivent en effet augmenter. Si bien qu'au total, les dépenses publiques devraient progresser de 43 milliards d'euros, pour atteindre 1 695 milliards d'euros en 2025.

Trois grands sacrifiés

La nécessité de contenir le déficit public a amené François Bayrou à radicaliser les choix budgétaires qui se dessinaient. Trois missions, déjà ciblées par Michel Barnier, ont ainsi vu leurs crédits rabaissés encore, et concentrent au bout du compte l'essentiel des économies : le travail, le plan France 2030, et l'aide publique au développement.

A elle seule, la mission travail emploi a ainsi perdu 4 milliards d'euros, soit près de 17 % de son budget. Les primes pour l'apprentissage vont donc être « recentrées », le dispositif des « emplois francs » en faveur des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville est abandonné et le soutien aux emplois aidés va baisser.

Autre grand sacrifié, le plan France 2030 destiné à relancer la compétitivité de l'industrie. Ses crédits diminuent de 32 %. La coupe est similaire pour l'aide publique aux

pays pauvres, notamment d'Afrique. Un geste rude, qui va conduire à réduire drastiquement les dons, les prêts subventionnés et l'aide humanitaire.

Des baisses sensibles, au moins en pourcentage, touchent également la jeunesse et le sport (– 18 % environ), le ministère de l'économie lui-même (– 14 %) ou encore l'agriculture (– 11 %).

De rares gagnants

Sur les trente-trois missions budgétaires, une dizaine décroche malgré tout des hausses de crédits. C'est avant tout le cas de la défense, un ministère dont le budget est rehaussé de 3,2 milliards d'euros par rapport à 2024. L'invasion russe en Ukraine et l'accentuation des menaces internationales ont amené les premiers ministres successifs à ne pas remettre en cause la trajectoire budgétaire prévue par la loi de programmation militaire. Les autres grandes missions régaliennes – sécurité intérieure et justice – bénéficient aussi de crédits en progression. De quoi réhabiliter quelques commissariats, casernes et tribunaux, dont certains sont en piètre état.

La crise en Nouvelle-Calédonie et les ravages causés à Mayotte par le cyclone Chido ont par ailleurs poussé François Bayrou à corriger la copie de son prédécesseur pour les outre-mer : les crédits de cette mission, qui devaient être réduits de 9 %, vont finalement être relevés de plus de 6 %.